RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPÉDITION

DÉCISION N° CI-2021-EL-037/10-02/CC/SG

du 10 février 2021 relative à la requête de Monsieur KOUASSI Bodi Théodore
aux fins de contestation de l'éligibilité du candidat
ZEGOUA Adia Saint Dominique Israël aux
élections législatives du 06 mars 2021

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Vu la Constitution ;

Vu le Code électoral ;

Vu la Loi organique n° 2001-303 du 05 juin 2001 déterminant
l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu le décret n° 2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la
composition et le fonctionnement des services, l'organisation du
Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions
d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu l'ordonnance n° 002/2021/CC/SG/Dj portant intérim du Président du
Conseil constitutionnel en date du 14 janvier 2021 ;

Vu la décision n° 001/CEI/EDAN/CC du 31 janvier 2021 portant publication
de la liste provisoire des candidats aux élections des députés à
l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 ;

Vu la requête de Monsieur KOUASSI Bodi Théodore enregistrée au
Secrétariat général du Conseil constitutionnel sous le numéro
033/EL/2021 du 05 février 2021 ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le rapporteur ;

Considérant que par la requête susvisée, Monsieur KOUASSI Bodi Théodore, candidat aux législatives du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale de Diégonéfla et Tonla communes et sous-préfectures, a saisi la juridiction constitutionnelle pour contester l'éligibilité de Monsieur ZEGOUA Adia Saint Dominique Israël, également candidat dans ladite circonscription ;

Considérant qu'au soutien de sa requête, KOUASSI Bodi Théodore expose par le canal de son conseil Maître SUY BI Gohoré Emile, Avocat au barreau de Côte d'Ivoire, que la déclaration de candidature de Monsieur ZEGOUA Adia Saint Dominique Israël contient des mentions inexactes qui en affectent la sincérité ; qu'il indique que celui-ci a deux dates de naissance à savoir, les 17 juin 1965 à Diégonéfla et 28 septembre 1977 à Diégonéfla ; que ce constat ayant justifié le rejet de sa candidature par la juridiction de céans lors des législatives de 2016, il sollicite l'irrecevabilité de la candidature de Monsieur ZEGOUA Adia Saint Dominique Israël pour les législatives du 06 mars 2021 ;

Considérant qu'un avis de contestation de son éligibilité a été notifié au candidat ZEGOUA Adia Saint Dominique Israël par le Secrétariat général du Conseil constitutionnel ; que par le truchement de son conseil, Maître GOHI-BI Irhiet Raoul, Avocat au barreau de Côte d'Ivoire, il expose que l'inexactitude de sa date de naissance est désormais un moyen inopérant, depuis le jugement n° 60/2016 rendu le 13 juillet 2016 par la section de Tribunal d'Oumé ; que Monsieur ZEGOUA Adia Saint Dominique précise qu'il n'a qu'une seule date de naissance suite à cette décision, celle du 28 septembre 1977 à Diégonéfla ; qu'il relève que cette date figure aussi bien sur sa carte nationale d'identité que sur sa carte d'électeur dont copies sont versées au dossier ; qu'ainsi, conclut-il au rejet de la requête de Monsieur KOUASSI Bodi Théodore et à la confirmation de son inscription sur la liste des candidats aux législatives du 06 mars 2021 ;

Considérant en la forme **que** la requête, introduite suivant les forme et délai légaux, est recevable ;

Considérant sur le fond, **qu'**il résulte de l'expédition du jugement n° 60/2016 rendu le 13 juillet 2016 par la section de Tribunal d'Oumé, que Monsieur ZEGOUA Adia saint Dominique Israël a dorénavant une seule date de naissance, fixée au 28 septembre 1977 à Diégonéfla ; qu'en outre cette date est mentionnée de façon constante sur les documents administratifs produits par celui-ci ; qu'ainsi, il ne subsiste plus de doute sur son identité pouvant affecter son éligibilité ;

Considérant en conséquence, **que** le moyen qui avait fondé la décision n° CI-2016-EL-211/01-12/CC/SG du 1^{er} décembre 2016 est devenu inopérant du fait de la décision précitée ;

Qu'il y a lieu de déclarer Monsieur KOUASSI Bodi Théodore mal fondé en sa requête et dire n'y avoir lieu à ordonner la radiation de Monsieur ZEGOUA Adia Saint Dominique Israël de la liste des candidats aux législatives de 06 mars 2021 ;

DÉCIDE :

Article premier : Déclare la requête de Monsieur KOUASSI Bodi Théodore recevable ;

Article 2 : Dit que la requête est mal fondée et la rejette ;

Article 2 : Dit n'y avoir lieu à ordonner la radiation de Monsieur ZEGOUA Adia Saint Dominique Israël de la liste des candidats aux législatives de 06 mars 2021 ;

Article 3 : Dit que la présente décision sera notifiée à la Commission Electorale Indépendante, à Messieurs KOUASSI Bodi Théodore et ZEGOUA Adia et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du mercredi 10 février 2021 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Jacqueline LOHOUÈS-OBLE

Ali TOURÉ

Vincent KOUA DIÉHI

Assata KONÉ épouse SILUÉ

Rosalie KINDOH KOUAMÉ épouse ZALO

Mamadou SAMASSI

Conseiller, Président par intérim

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Assistés de Monsieur CAMARA Siaka, Secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président par intérim.

Le Secrétaire général

Le Président par intérim

CAMARA Siaka

Jacqueline LOHOUÈS-OBLE

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE

Abidjan, le 10 février 2021

Le Secrétaire général

CAMARA Siaka